



Extrait du UJFP

<https://www.ujfp.org/spip.php?article201>

Au Forum "pour une paix juste " en Espagne

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -

UJFP

Date de mise en ligne : jeudi 20 décembre 2007

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

La société civile préserve son unité et s'oppose aux directives gouvernementales.

La soumission du ministère des affaires étrangères espagnol aux directives israéliennes est une honte pour l'Espagne, Etat et peuple.

Nous, les signataires de cet appel et présents à Santa Maria (Espagne) affirmons l'unité de la société civile dans sa lutte de principe et sans relâche pour l'indépendance de la société civile et affirmons notre engagement à repousser toute tentative des gouvernements de grignoter son indépendance et de la soumettre.

Nous affirmons notre étonnement et notre colère face aux pressions exercées par le ministère des affaires étrangères espagnol, à la veille du congrès, essayant d'imposer la participation israélienne en voulant imposer une délégation des associations sionistes fixées par le ministère israélien des affaires étrangères et le lobby sioniste en Espagne. A deux heures du matin, le ministère des affaires étrangères espagnol est de nouveau intervenu pour imposer aux organisateurs espagnols un intervenant israélien choisi par l'institution israélienne. Le ministère a même menacé de l'imposer par la force de la police espagnole.

Nous exprimons notre estime de la position de toutes les délégations participantes qui, en coordination avec les délégations qui avait déjà affirmé leur refus préalable de participer, ont décidé de refuser les directives gouvernementales et refuser la normalisation avec Israël par les tentatives d'infiltrer la société civile.

Immédiatement, et à l'unanimité de toutes les délégations internationales et avec l'aide des organisations espagnoles, les délégations ont participé à une manifestation affirmant leur refus de participer au forum, leur refus du chantage gouvernemental et pour la protection de l'indépendance de la société civile.

Dans ce cadre, les participants arabes signataires affirment ce qui suit :

- ▶ notre engagement envers l'indépendance de la société civile, affirmant l'importance de l'unité de sa voix face aux tentatives gouvernementales de la remettre en cause, et s'opposant à toute tentative israélienne de l'infiltrer.
- ▶ notre engagement à nous opposer à toute normalisation avec Israël, que ce soit ses institutions sécuritaires ou civiles, et à repousser toute tentative de nous mettre dans des cadres de normalisation.
- ▶ La directive gouvernementale est une confirmation de la puissance du message du forum, de sa base qui soutient les droits des peuples et leur droit à résister à l'occupation et à la domination, comme le droit du peuple irakien à résister à l'occupation irakienne, pour réaliser son indépendance et son unité, ainsi que la résistance en Palestine qui appelle à boycotter Israël, à l'isoler, à imposer des sanctions et le refus de normaliser les relations avec lui, cette base constitue un soutien au droit de retour aux réfugiés et expulsés palestiniens, vers leur pays et à leurs propriétés, et le retour du Golan occupé à la patrie mère, la Syrie, et l'opposition à la voie d'Annapolis.
- ▶ Nous saluons les organisations espagnoles qui ont refusé de se soumettre aux directives gouvernementales, et nous affirmons notre relation étroite avec elles, étant un allié stratégique ayant un rôle d'avant-garde dans les mouvements de solidarité internationale avec les peuples qui résistent à l'occupation, au colonialisme et au racisme.
- ▶ L'unité de principe de la société civile a certainement eu un rôle dans leur retrait dans l'unité, sans aucune faille, et la société civile poursuivra son chemin dans l'unité pour la réalisation des droits des peuples et mettre fin à l'injustice historique.

Responsables des délégations arabes à Madrid

- ▶ Ameer Makhoul, Ittijah (Union des associations civiles, Haïfa, Palestine, membre du comité international.
- ▶ Farid Zahrân, centre Al-Mahrousa, Le Caire
- ▶ Abdel Rahmân Aziz, Union générale du travail tunisien
- ▶ Hana' Ibrahim, Conseil de la volonté de la femme dans l'Irak prisonnier
- ▶ Issam Eddine Hassan, Centre du Caire pour les études sur les droits de l'homme
- ▶ Salman Fakhreddîne, al-marsad, Golan syrien occupé.